



AGISSONS ENSEMBLE

dans l'intérêt de chaque enfant

2015
Rapport annuel



ONG pour
les droits de l'enfant



Tables des matières

- 
- Two large, solid green circles are positioned on the left side of the page. The upper circle is partially cut off by the top edge, and the lower circle is partially cut off by the bottom edge. They are arranged vertically, with the lower circle being slightly larger and further to the left.
- 04** Avant-propos
 - 05** Aperçu des activités 2015
 - 06** Qui est KIYO?
 - 08** Que sont les droits de l'enfant?
 - 12** KIYO en Afrique
 - 14** Le projet Musakala
 - 16** KIYO au Brésil
 - 18** KIYO aux Philippines
 - 20** KIYO en Belgique
 - 22** Revenus & dépenses 2015
 - 24** Perspectives 2016
 - 26** Staff KIYO 2015

Avant-propos

Les attentats à Paris et Bruxelles, les tensions politiques au Burundi qui avaient aussi affecté nos gens et partenaires, la radicalisation croissante, l'islamophobie et l'intolérance, l'agitation sociale, ... 2015 était une année noire, certes, mais également une année marquée par une solidarité croissante, ce qui est parfaitement illustrée par la coopération étroite entre KIYO et Islamic Relief. Le projet commun autour de la sensibilisation de jeunes musulmans et non-musulmans soulignait l'importance des droits de l'enfant dans des écoles bruxelloises. D'ailleurs, les deux organisations veulent étendre leur collaboration à des projets dans le sud et travaillent actuellement sur la mise en œuvre d'un programme commun au Maroc (2017-2021).

2015 était aussi une année de changement et de renouveau. Les programmes en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi et au Congo ont continué à être mis en œuvre; les projets dans notre propre pays comme *No Rights No Glory!* – pour le droit au sport pour tous les jeunes – se sont poursuivis. En Belgique, le projet de théâtre *The Five Like You* – pour et sur des jeunes avec un passé de réfugié – a vu le jour. Le programme *Terlibat!* sur la participation des jeunes a été achevé. Le centre communautaire Drop-in pour des enfants des rues au Burundi a ouvert les portes; les installations sportives construites au Brésil ont été mises en service. De plus, le projet de KIYO sur la favela-poubelle à Rio de Janeiro a été choisi pour l'édition 'Zuiddag 2016' afin de lutter ensemble contre la pauvreté, l'injustice et l'inégalité.

Encore plus. En plus d'établir un consortium avec Solidagro et Médecine pour le Tiers Monde, KIYO a fait des efforts supplémentaires en 2015 afin de continuer à faire l'objet de financement par les autorités belges. Ce travail assidu a été récompensé par une prolongation de notre reconnaissance comme ONG pour au moins 5 ans. Notre garantie que nous pouvons continuer à promouvoir et nous battre pour les droits de l'enfant.

Bonne lecture,



François Ryckaerts
Voorzitter



Iris Bogaerts
Algemeen Directeur

Aperçu des activités 2015

•
poursuite de l'implémentation du programme de trois ans 2014-2016
en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi et au Congo
(avec la DGD, Direction générale de la Coopération au Développement
et de l'Aide Humanitaire);

•
poursuite du programme *No Rights No Glory!*
(avec la VAIS, Agence flamande pour la Coopération internationale
et le DiV, Département International Flandres);

•
action de sensibilisation de KIYO et Islamic Relief dans des écoles
bruxelloises;

•
en Belgique, le projet de théâtre *The Five Like You* pour et sur
des jeunes avec un passé de réfugié (avec le Fonds de participation);

•
achèvement du projet éducatif *Terlibat!* pour la participation
des jeunes (VAIS/DiV);

•
achèvement de la construction du centre communautaire Drop-in
pour des enfants des rues au Burundi (avec Unicef);

•
mise en service des installations sportives au Brésil
(avec l'organisation Amar);

•
clôture du projet Musakala pour la sécurité alimentaire en RDC
(avec FBSA, Fonds belge pour la sécurité alimentaire);

•
début du consortium avec Solidagro (droit à l'alimentation)
et Médecine pour le Tiers Monde (droit à la santé).



Qui est **KIYO?**

KIYO (Kids & Youth) est une ONG d'aide au développement belge qui lutte pour les droits des enfants les plus vulnérables.

KIYO travaille en faveur d'un monde dans lequel tous les jeunes jouissent d'une égalité de chances, peuvent se développer et prendre leur propre futur en main. Chaque enfant – fille ou garçon – doit pouvoir grandir dans un environnement dans lequel les parents, les communautés et les gouvernements réalisent son droit aux **services et prestations, à la protection et à la participation** dans la société.

KIYO veut renforcer la solidarité internationale afin d'assurer les droits de l'enfant. Conformément à la Convention internationale sur les droits de l'enfant (CIDE), sans distinction entre les genres.

Que fait KIYO ?

- **Dans le sud**, l'ONG lutte contre l'injustice, la pauvreté et l'inégalité et offre aux enfants et leur communauté l'opportunité de défendre leurs droits ;
- **En Belgique**, elle met les droits de l'enfant sur l'agenda des écoles, des acteurs en développement, des médias et des responsables politiques et sensibilise la population.

Comment KIYO réalise-t-elle et promeut-elle les droits de l'enfant ?

- KIYO veut traduire la Convention internationale sur les droits de l'enfant en réalité, portant une attention particulière aux enfants les plus vulnérables. Toutes les actions et décisions sont faites **dans l'intérêt de l'enfant**.
 - Chaque projet de KIYO et ses partenaires tient strictement compte des **quatre principes de base** du Comité des droits de l'enfant (voir page 10) qui vérifie si les droits repris dans la Convention sont appliqués.
- À cet effet KIYO veut :
- augmenter la **vigilance de la communauté nationale et internationale** en ce qui concerne les droits de l'enfant ;
 - soutenir la **réintégration sociale et économique et la sécurité alimentaire des enfants et des jeunes vulnérables** dans les pays ayant une économie faible ou émergente.

KIYO vise aussi bien en Belgique que dans les pays partenaires à générer un **impact** auprès des :

- **Enfants et jeunes**. KIYO encourage les jeunes à défendre leurs droits, en sachant qu'ils ont leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.
- **Citoyens, organisations civiles et décideurs politiques**. KIYO veut inciter ce groupe cible à la réflexion critique sur les droits de l'enfant, l'impliquer dans la problématique et (certes) faire appliquer les droits de l'enfant.
- **Organisations partenaires**. KIYO coopère avec des organisations/partenaires qui défendent les droits de l'enfant dans leur pays et qui mettent en œuvre leur mission sociale individuellement ou collectivement (via des réseaux) de la manière la plus efficace.



Quels sont les droits de l'enfant?

Les droits de l'enfant sont des droits de l'homme fondamentaux qui répondent aux besoins spécifiques des personnes de moins de dix-huit ans. Les droits de l'enfant ont été déterminés dans la Convention internationale sur les droits de l'enfant (CIDE). Cette convention est aujourd'hui la norme universellement reconnue en matière de droits de l'enfant, partout dans le monde. Elle a été ratifiée par la Belgique et tous les autres pays membres des Nations unies (sauf par les États-unis).

Dans la convention, les droits de l'enfant sont divisés en 3 catégories :

Droits de protection : ce sont les droits qui doivent protéger les enfants. Protection contre l'exploitation, les mauvais traitements, la négligence, protection des enfants handicapés, etc.

Droits de provision : par provision on entend des choses, des services et des installations dont les enfants ont besoin pour pouvoir se développer. Pensez à l'enseignement, l'encadrement de jeunes, les médias, l'aide, les soins de santé et le logement. Les droits de provision doivent garantir que chaque enfant peut en disposer.

Droits de participation : participation est l'action de part prise (à la vie sociale). Les droits de participation veillent à ce qu'un enfant puisse se défendre, ainsi que parler et décider de choses qu'il trouve important. Le droit de parole, le droit de se réunir, le droit de pratiquer sa foi ... ce sont les droits de participation.

Les droits de l'enfant ont **trois caractéristiques** :

- Les droits de l'enfant sont **universels**, ce qui veut dire que tous les enfants du monde ont les mêmes droits, quelle que soit leur sexe, race, patrimoine, leurs conditions sociales et économiques, convictions politiques et religieuses.
- Les droits de l'enfant sont **inaliénables**. Les droits dans cette convention concernent spécifiquement les personnes de moins

de 18 ans, ce qui veut dire que les droits de l'enfant s'appliquent également aux enfants considérés comme 'déviants', 'difficiles' ou 'problématiques' comme des enfants soldats ou des enfants en conflit avec la loi.

- Les droits de l'enfant sont **indivisibles**. Indivisible, car il ne suffit pas que les enfants reçoivent une partie de leurs droits. Tous les droits repris dans la Convention doivent être respectés; tous les droits ont la même importance.





Dans la Convention, l'accent est mis sur l'enfant comme ayant droit des droits de l'homme fondamentaux. Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies maintiennent à cet effet quatre principes de base.

1. Participation

Les enfants ont le droit d'être entendus, d'exprimer librement leurs opinions, ils ont droit à la liberté d'association et d'accès à l'information.

2. Non-discrimination

Cela signifie que tous les enfants bénéficient des mêmes droits. La Convention s'applique à tous les enfants de moins de dix-huit ans et demande une attention particulière pour les groupes vulnérables.



3. L'intérêt de l'enfant

Nous devons tenir compte des intérêts de l'enfant dans chaque action et dans la prise de décisions sociales et politiques.

4. Droit à la vie, à la survie et au développement

Chaque enfant a le droit à une vie digne.

Les gouvernements doivent garantir que les enfants survivent et se développent sainement. Tous les enfants ont le droit d'être protégé contre la manipulation, la violence, l'abus et l'exploitation.

KIYO en Afrique

Le Burundi et la RDC ont été touchés par des crises et des incidents de sûreté en 2015 qui ont gravement compromis le développement socio-économique et ont été source de nombreuses violations du droit et des mouvements de population de grande ampleur.

KIYO a continué la coopération avec ses partenaires **au Burundi** afin d'aider entre autres les enfants devenus victimes de cette situation.

- Grâce à l'OIDEB (Observatoire Ineza Pour Les Droits de l'Enfant au Burundi) – le spécialiste en aide juridique aux mineurs – 531 enfants ont pu faire appel aux services juridiques en 2015 et ont été réintégrés à l'école ou dans la vie professionnelle.
- À Ngozi, 71 jeunes ont eu une formation professionnelle dans l'horeca via AFEV. AFEV soutient aussi les familles dans l'élaboration d'activités génératrices de recettes.
- En 2015, KIYO a contribué à la création de structures qui garantissent que la communauté peut prendre elle-même soin de ses enfants vulnérables, sans dépendre de tiers. Par le soutien à FVS-AMADE, 98 groupes de solidarité ont été créés pour l'épargne et l'octroi de crédits.
- Dans cette optique, KIYO a également soutenu 36 comités de protection de l'enfance pour entre autres le suivi des violations des droits de l'enfant, une aide de première ligne des victimes et l'instauration d'un environnement sain et sûr pour les enfants.



En RDC, également, des confrontations entre différents groupes armés ont abouti à des violations des droits de l'enfant.

KIYO a collaboré avec trois organisations partenaires :

- CEFADES a pris en charge 62 enfants vulnérables en leur offrant une formation professionnelle, des soins de santé et des services psychosociaux. Parmi eux, 35 enfants de la rue , 16 enfants soldats et 11 autres enfants vulnérables.
- CENTRE DORIKA a aidé des clubs pour enfants dans l'organisation de 37 sessions de sensibilisation pour stimuler les enfants vulnérables à devenir acteurs de leurs droits.
- AVREO au Sud-Kivu, a mobilisé la communauté pour sensibiliser et assurer le suivi de cas spécifiques de violations. 31 violations ont été documentés et 20 séances de sensibilisation ont été organisées dans laquelle 9300 personnes ont été atteintes.

Le projet **Musakala**

Dans la province congolaise Nord-Kivu, KIYO a soutenu le projet Musakala. Le projet devait garantir la sécurité alimentaire des centaines de familles. Ainsi le projet Musakala permettait à des familles des hauts plateaux de migrer à des villages nouvellement créés avec des terres agricoles fertiles dans les basses terres

du Nord-Kivu. Des coopératives agricoles, des cours d'alphabétisation, des formations professionnelles, des formations en gestion et planification, ... Tout a été mis en œuvre pour un fonctionnement autonome et durable des habitants.



Saviez-vous?

Que le projet Musakala a eu lieu du mai 2007 au juillet 2015. Que 75,5 kilomètres de route ont été construits dans la jungle peu accueillante. Que 343 familles ont trouvé refuge dans des villages nouvellement créés et que trois écoles primaires et trois centres de santé ont été érigés afin que la population puisse avoir accès à une éducation de qualité et à des soins de santé appropriés.

KIYO au Brésil

En 2015, les défis pour nos organisations partenaires brésiliennes sont devenus encore plus grands, notamment par le 'nettoyage social' dans cette année préolympique, la crise économique et la réduction des programmes sociaux par le gouvernement brésilien. Nos partenaires n'ont pas baissé les bras.



Les organisations partenaires Amar, Pamen, CESAC et Favos de Mel ont garanti l'accueil alternatif de pas moins de 2060 enfants des favelas et des rues. Des enfants sans abri ont été réintégrés, des enfants nécessiteux ont été accueilli dans des classes, des enfants originaires de villages indigènes ont reçu une éducation propre à leur culture afin de prévenir la migration et le déracinement.

Le réseau RRC (dix organisations d'enfants des rues à Rio) a sensibilisé l'opinion publique aux risques des pratiques d'arrestations des enfants sans abri, le prétendu 'nettoyage social'. RRC a aussi conçu les Jeux Olympiques pour l'Inclusion auxquels ont participé environ 2000 enfants; l'évènement a été un succès fou et montre que l'intégration via l'éducation sportive est possible.

Les partenaires RRC et CESAC ont formé 139 jeunes dirigeants pour les conférences de la jeunesse nationales qui aident à définir la politique de la jeunesse officielle au Brésil.

Cedeca, Pamen et RRC ont placé le gouvernement brésilien devant ses responsabilités pour la maltraitance et le meurtre de mineurs lors des interventions musclées par la police dans les quartiers pauvres et le système de prison pour jeunes répressif.

Les avocats de Cedeca se sont occupés des dossiers qui sont utilisés par les organisations internationales de défense des droits de l'homme pour exercer des pressions sur les autorités brésiliennes et de les amener à une politique plus adaptée aux enfants.

KIYO a développé ces actions en 2015 ensemble avec les organisations partenaires. Mais l'ONG fait plus. KIYO offre assistance et formation afin de perfectionner la gestion et l'organisation des projets. Il en résulte un développement durable des modèles alternatifs pour l'accueil et l'intégration des enfants exclus, l'objectif principal du programme KIYO au Brésil entre 2014 et 2016. Et c'est cet objectif qui fait la différence pour tant d'enfants.

KIYO aux Philippines



Le programme lancé en 2014 pour la promotion du droit de la jeunesse et du bien-être des enfants a été un succès en 2015. Dans 55 villages et communes, nos sept partenaires locaux ont obtenu de bons résultats. Un aperçu.

- Dans la capitale de Manille, des défenseurs de droits de l'enfant et des professionnels de la santé junior ont été formés qui représentent aussi les enfants des rues dans les conseils locaux (grâce à notre partenaire CHAP).
- Dans deux autres villes de la région Metro Manila capitale – Malabon et Navotas – des bénévoles et des fonctionnaires ont été formés. En plus, 900 jeunes ont été réhabilités (grâce à notre partenaire HLAF).
- Dans la province de Benguet, des conseils municipaux locaux ont été encadrés et un système informatique en ligne a été développé pour l'enregistrement et le suivi des mineurs délinquants. En concertation avec toutes les parties concernées (grâce à notre partenaire CFSPI).
- Dans la métropole Cebu, un très grand nombre de défenseurs des droits de l'enfant a été formé. Deux fois plus que prévu (grâce à notre partenaire CLB).
- À Lapu-Lapu City, un groupe de concertation entre les conseils locaux pour la protection de l'enfant a été créé. De cette manière, les résultats positifs de cette



concertation peuvent être mis en œuvre plus rapidement dans d'autres villages de la ville (grâce à notre partenaire CLB).

- Dans les villes de Cebu City et Mandaue, un programme de soutien économique pour des enfants (en conflit avec la loi) a été conçu. Ce programme assure une aide psychologique et financière, une aide au marché de l'emploi et un capital initial pour de jeunes entrepreneurs (grâce à notre partenaire Bidlisiw).
- Quatre villages dans la ville Iloilo ont été

reconnus comme adaptés aux enfants par l'administration municipale et le ministère des Affaires étrangères. Cela a été confirmé lors d'une évaluation par la police qui témoignait d'une réduction considérable de la délinquance juvénile dans ces villages (grâce à notre partenaire ICWF).

- Dans les villes de Davao City et Digos, des filles des rues et des victimes d'abus sexuels sont persuadés de révéler et dénoncer ces crimes (grâce à notre partenaire Tambayan).

KIYO en Belgique

En 2015, plusieurs projets éducatifs étaient prévus.

- Treize élèves du Da Vinci Atheneum à Koekelare sont partis en voyage de familiarisation au Brésil afin de faire la connaissance de nos projets et de la jeunesse brésilienne.
- L'école KOSH à Herentals a analysé avec KIYO ce qui a déjà été réalisé en matière de droits de l'enfant ... et ce qui est encore souhaitable. Après la fusion interne en 2016, deux écoles de la communauté scolaire KOSH sera impliquée dans le trajet scolaire concernant les droits de l'enfant.
- Le projet *Terlibat!* – organisé avec l'asbl Vormen et BAPI – a été achevé en 2015. Faire entendre la voix des jeunes dans l'éducation mondiale était l'objectif de ce projet. *'Terlibat!'* est indonésien pour 'Participez!'.
- Le projet avec Islamic Relief a fait l'objet d'une attention particulière par l'attentat à la rédaction de Charlie Hebdo. Le projet commun soulignait l'importance des droits de l'enfant dans des écoles bruxelloises. Nous avons remarqué qu'il y avait la nécessité d'un cadre dans lequel des notions comme solidarité, tolérance, droit à l'identité, droit à la religion occupent une place clairement définie.
- Grâce au projet de théâtre *The Five Like You* – en collaboration avec U Move 4 Peace et Tumult – des jeunes du centre

d'accueil pour demandeurs d'asile de Poelkapelle ont pu raconter leur histoire en scène.

- En 2015, des moyens pour intégrer les droits de l'enfant dans des projets au Sud ont été recherchés en coopération avec un certain nombre d'organisations du quatrième pilier. C'est devenu une recherche et découverte intéressante lors de laquelle la richesse et la diversité du 4^{ième} Pilier sont ressorties.
- Le projet *No Rights No Glory!* (en coopération avec Globelink) a mis l'accent sur la mobilisation active de jeunes en Belgique pour cette deuxième année du projet. Les enfants ont participé en masse à un jeu de défi, 'le droit au sport' était prioritaire.

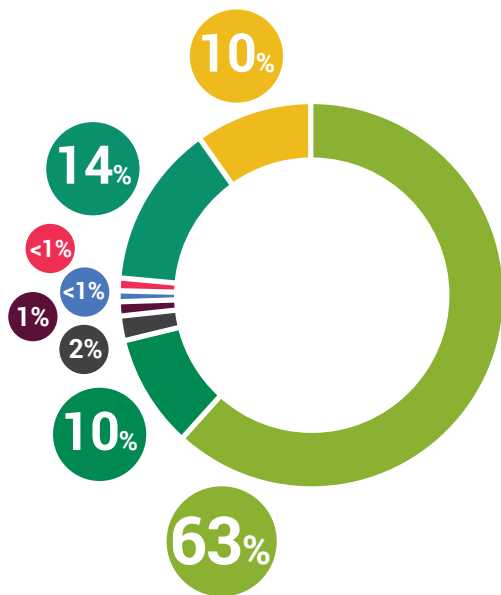
Comme membre de la Kinderrechtencoalitie (Coalition flamande pour les droits de l'enfant), KIYO a participé activement au forum ouvert annuel en 2015. Cette année, le thème était 'l'influence de la discrimination sur les enfants'.

Comme membre de la Plate-forme Droits de l'enfant dans la Coopération au développement, la façon dont nous pouvons assurer l'intégration des droits de l'enfant dans la coopération au développement belge a enfin fait l'objet d'une réflexion. Les droits de l'enfant demeurent toujours trop ignorés, ce que nous voulons changer.



Revenus et dépenses en 2015

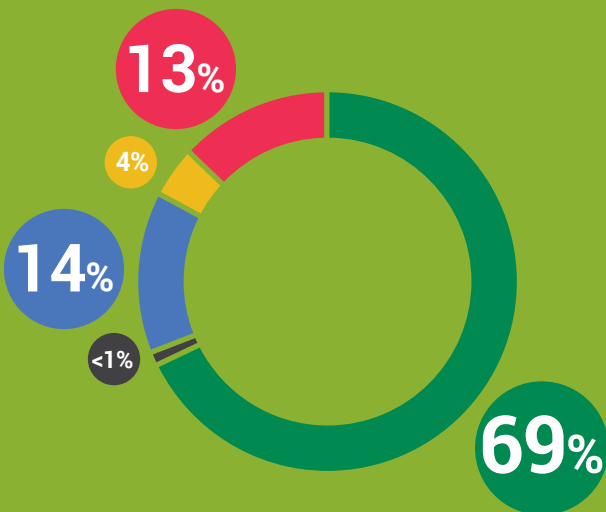
Où va l'argent ?



- 63% Programme Vers la réalisation des droits pour tous les enfants (DGOS) 1.403.833€
- 10% Programme Musakala: Tranche 6 + évaluation finale (BFVZ) 212.568€
- 2% Projet No Rights No Glory! (VAIS 2) 47.833€
- 1% Projet Rwanda (ARK) 19.812€
- <1% Projet The Five Like You (Département CJSJ) 4.245€
- <1% Projet Drop-in Center Burundi (UNICEF) 10.608€
- 14% Département Fundraising 321.012€
- 10% Département Gestion générale 214.783€

D'où vient l'argent ?

- Subsides institutionnels 69%
- Autres <1%
- Dons particuliers 14%
- Entreprises 4%
- Dons associatifs 13%



Subsides institutionnels	
BFVZ	195.101€
DGD	1.180.567€
FONDS DE PARTICIPATION	15.566€
UNICEF	11.429€
VAIS 1	11.337€
VAIS 2	45.753€
VIA	1.582€
BRABANT FLAMAND	18.575€
WBI	25.876€
FLANDRE OCCIDENTALE	32.181€
Dons particuliers	
DIRECT MAILING	308.884€
ONLINE	252€
AUTRES	7.797€
Dons associatifs	
ARK	19.120€
GLOBELINK	3.823€
ISLAMIC RELIEF BELGIQUE	156.379€
KVR	2.990€
STICHTING SINT-MARTINUS	45.249€
SOS KIDS	9.800€
11.11.11	30.912€
PORTICUS/ STICHTING BENEVOLENTIA	20.000€
Entreprises	
DELTA LLOYD	20.000€
RECUTEX	75.000€
Autres	
Prestations de services	882€
Différences du taux de change	34€
Revenus d'intérêts	4€
TOTAL PRODUITS	2.239.093€
TOTAL CHARGES	2.234.695€
RESULTAT	4.398€

Perspectives pour 2016

Financières

Pour 2016, KIYO espère un break-even avec un chiffre d'affaires de 2.190.000 euros. Afin d'atteindre l'objectif, KIYO continue à investir dans une relation de confiance avec ses principaux bailleurs institutionnels. KIYO récoltera également les fonds nécessaires pour le financement de ses programmes et coûts de structure. KIYO a recours à une stratégie diversifiée :

- engagement en faveur de la récolte de fonds auprès des bailleurs privés ;
 - Offline : une extension durable du fichier d'adresses des bailleurs privés. Ce volet de la récolte de fonds est établi depuis 2014 en coopération avec DSC via des techniques direct mail ;
 - Online : la mise en œuvre d'actions de récolte de fonds 'online' avec un partenaire externe ;
- investissement dans la récolte de fonds auprès des partenaires déjà existants : différentes régions, villes, communes, fondations et associations. L'accent sera mis en particulier sur le partenariat avec des groupes de soutien ;
- enfin, KIYO veut développer des activités génératrices de recettes.

Le but ultime est de construire progressivement une réserve et de réduire la dépendance à l'égard des subventions gouvernementales qui n'offrent pas de garanties à long terme.

Opérationnelles

En 2016, KIYO écrira un nouveau programme DGD 2017-2021, ensemble avec les partenaires de consortium Solidagro et Médecine pour le Tiers Monde. KIYO sera actif dans le domaine des droits de l'enfant en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi, en RDC et au Maroc en coopération étroite avec Islamic Relief. En plus, les programmes et projets actuels continuent (DGD, DiV, le Fonds de participation, Zuiddag ...) et nous recherchons de nouveaux défis afin de diversifier les recettes et les financements des programmes.

staff KIYO 2015

Équipe

Iris Bogaerts: directeur général, gestionnaire de programme et de la qualité, manager RH

Magali Guyaut: gestionnaire financier, gestionnaire de programme et de la qualité

Marleen van Audenhove: gestionnaire du programme Sud

Brice Ryckaert: assistant gestionnaire du programme Musakala

Annelies Maertens: sensibilisation et plaidoyer Nord

Ilse Carlier: collaborateur éducatif Nord

Michiel De Baere: collaborateur éducatif Nord

Irina Meeusen: communication et récolte de fonds

Céline Baes: Facilitateur du programme des Grands Lacs

Jan Daniëls: Facilitateur du programme Brésil

Roger Camps: Facilitateur du programme Philippines

Un grand merci aux bénévoles et aux stagiaires qui ont soutenu notre fonctionnement dans le Sud et en Belgique.

Conseil d'administration

François Ryckaerts (président)

Noël De Gryse

Kathleen Coppens

Filip Vandenbempt

Jan De Paepe

Peter Tierens

Coordonnées

Rue Brogniez 46 – 1070 Anderlecht

+32 (0) 2 510 61 93

Info@kiyo-ngo.be - www.kiyo-ngo.be

www.facebook.com/KIYOngovoorinderrechten

www.twitter.com/KIYO_ngo

Le saviez-vous ?

En 2015 nous avons dit au revoir à notre collègue Irina qui a soutenu notre organisation en terme de communication et récolte de fonds pendant trois ans.

Aujourd'hui Irina irradie sa bonne humeur au sein du service communication de Uitgeverij EPO, maison d'édition à Anvers.

***Faites un don au
BE13 4350 2585 6139
Pour chaque don supérieur
à 40€ une attestation fiscale
vous sera délivrée***

